

---

## Points clés

- La course aux réponses asymétriques pour contrer l'Occident – radio-électronique, nucléaire ou autres – reste un thème de choix pour les experts russes.
- La société civile peut s'avérer être une arme aussi dangereuse que l'outil militaire. Il faut donc mettre en œuvre une politique qui empêche qu'elle ne soit manipulée par les puissances extérieures.
- Si la Russie n'est pas prête à rouvrir les négociations sur la réduction des armes nucléaires, perçues comme un affaiblissement de sa crédibilité militaire, elle reste ouverte à celles sur le terrorisme nucléaire et la prévention d'incidents nucléaires.
- Si les États-Unis parvenaient à développer des systèmes d'interception des missiles balistiques intercontinentaux russes, la Russie pourrait dénoncer le Traité New START.
- La Russie semble compter sur la Biélorussie pour remplacer l'Ukraine en tant que fournisseur de pièces détachées pour son complexe militaro-industriel.

## Concepts de « guerre hybride » / « guerre asymétrique »

Selon l'expert militaire A. Sokolov, **les outils de guerre radio-électronique russes ont fait la preuve de leur efficacité en Syrie et pourraient être utilisés dans le cadre d'une riposte asymétrique dans les guerres de nouvelle génération pour rendre l'adversaire « sourd et aveugle »**. La Russie devrait développer des systèmes basés sur des gammes de fréquences élevées et dont les composants seraient fabriqués en Russie pour prévenir les risques liés à d'éventuelles sanctions. Pour être efficaces, le recours à ces dispositifs doit être imprévisible et les technologies utilisées doivent demeurer confidentielles (*Voïenno-Promychnyyi Kurier*, 25 mai 2016).

Pour l'expert militaire K. Sivkov, le potentiel nucléaire de la Russie prémunit celle-ci d'une guerre traditionnelle de grande ampleur contre l'Occident. **La seule menace réelle est celle d'une agression hybride conduite par le « prolétariat intellectuel »**, regroupant les représentants de la société civile mécontents qui peuvent être manipulés par les services secrets étrangers. L'État doit donc prendre des « mesures extraordinaires » pour canaliser le mécontentement de cette classe et s'assurer sa loyauté (*Voïenno-Promychnyyi Kurier*), 15 juin 2016.

## Nucléaire et dissuasion

Selon l'expert militaire V. Litovkine, **Moscou n'a aucun intérêt à rouvrir les discussions sur la réduction des arsenaux nucléaires** alors que l'OTAN s'approche des frontières occidentales de la Russie et installe des éléments de défense antimissile en Roumanie pour imposer sa domination. En revanche, les menaces liées au terrorisme nucléaire et à la prévention des incidents doivent faire l'objet de discussions sérieuses entre les principales puissances nucléaires (*Izvestia*, 6 juin 2016).

Selon un expert du Centre d'études militaires et politiques du MGIMO, il est possible que la Russie accepte de prolonger le Traité New START en 2021 : la parité nucléaire est garantie par les missiles RS-24 *Iars* et *Boulava* ainsi que par les missiles *Sarmat* et le système de missiles sur rails *Bargouzine* qui devraient être déployés dans les années à venir. En outre, le système antimissile de l'OTAN n'est pas en mesure de modifier l'équilibre des forces et ne présente pas une menace militaire réelle pour la Russie. Cependant, **dans le cas où les États-Unis parviendraient à développer des systèmes capables d'intercepter les missiles balistiques intercontinentaux russes, la Russie devrait dénoncer le Traité New START et renforcer son arsenal nucléaire**, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif. Selon V. Tetiokine, membre de la commission de la Défense de la Douma, les appels au désarmement doivent être considérés avec circonspection : les États-Unis ont pour seul objectif d'affaiblir le potentiel de dissuasion de la Russie. La menace représentée par le *Prompt Global Strike* est à prendre au sérieux, car elle permettrait aux États-Unis de détruire tout pays ennemi à commencer par la Russie (*Svobodnaïa Pressa*, 23 mai 2016).

## Outil militaire : capacités et modernisation

Selon le blog *Eurasian Defence*, **afin de compenser la perte des matériels ukrainiens destinés à son complexe militaro-industriel, la Russie pourrait se tourner vers la Biélorussie**, qui produit une grande quantité de composants pour divers équipements et types d'armes ainsi que des radars et des systèmes électroniques. Pour les moteurs

---

## Points clés

- L'arsenal nucléaire est appelé à combler les faiblesses russes en matière d'armes conventionnelles.
  - La maîtrise des armements n'est pas un sujet dont la Russie souhaite discuter actuellement. En revanche, elle donne des signes d'ouverture pour un dialogue militaire pragmatique.
  - La Russie peut être tentée de compenser la perte de son influence économique et géopolitique dans la région de la Caspienne par le renforcement de sa présence militaire.
  - Malgré ses faiblesses intrinsèques, l'OTSC doit être maintenue comme un instrument de cohésion politique en Eurasie et doit développer des moyens de lutte contre les « révolutions de couleur ».
  - La confrontation Russie-Occident est plus dangereuse aujourd'hui qu'à l'époque de la guerre froide : la Russie est plus encline à un comportement à risque pour compenser l'asymétrie des relations.
- 

d'hélicoptères – secteur qui pâtit beaucoup de la rupture des relations avec le CMI ukrainien – la Russie pourrait faire appel à l'usine de réparation d'avions d'Orcha (*Orchanskii aviaremontnyi zavod*), qui devrait en produire à partir de 2020 (*Eurasian Defence*, 17 mai 2016).

## Contexte stratégique

Selon le rapport « La stratégie de la Russie. Politique étrangère russe : fin des années 2010 – début des années 2020 » élaboré par le Conseil de la politique étrangère et de défense (SVOP), l'investissement dans le potentiel stratégique annoncé par les États-Unis à partir de 2020, ainsi que les tensions entre la Russie et la Turquie, risquent de pousser encore davantage la Russie vers une nouvelle course aux armements. Cependant, même si la modernisation des outils militaires (arsenal nucléaire et balistique, système de défense antimissile et dispositifs aériens non nucléaires de longue distance) semble indispensable, l'État russe peut difficilement en supporter le coût. **Moscou doit éviter de s'engager dans une course aux armements non nucléaires et se tourner vers d'autres moyens plus efficaces – principalement nucléaires** – pour neutraliser, voire empêcher l'émergence des menaces. A travers la dissuasion et la contribution à la résolution et à la prévention des conflits, elle doit ainsi s'imposer en tant que « fournisseur de sécurité » à l'international, en particulier pour les pays voisins. Concernant les tensions entre la Russie et l'Occident, elles sont amenées à perdurer. Moscou doit restaurer des relations « amicales » avec les pays européens, mais de façon pragmatique, en évitant les sujets idéologiques et en s'orientant vers une approche individualisée et des coopérations bilatérales. (*Conseil de politique étrangère et de défense*, mai 2016).

Pour le journaliste P. Bologov, **les tirs de missiles depuis la Caspienne sur la Syrie ne doivent pas masquer la perte de l'influence de Moscou dans cette région**. Les autres pays riverains (Kazakhstan, Turkménistan, Azerbaïdjan et Iran) intensifient leur coopération mutuelle et avec les puissances extérieures (Chine, États-Unis, Turquie, Union européenne). Leurs nouveaux projets énergétiques et d'infrastructures marginalisent la Russie qui peut être tentée de répondre par le renforcement de sa présence militaire dans la région, seul outil dont elle dispose pour faire pression sur ses voisins. La flottille russe de la mer Caspienne (60 bâtiments de guerre et 20 000 personnes) est plus puissante que les forces navales des autres pays de la Caspienne réunis (*Intersection project*, 14 mai 2016).

Pour I. Nikitina du Centre d'études postsoviétiques du MGIMO, **l'OTSC ne peut garantir la sécurité de ses membres qu'à la condition de lutter contre les menaces internes**, notamment de nature politique. Un pas a été fait dans ce sens le 26 mai dernier avec la décision d'élaborer un accord sur la lutte contre les « nouveaux défis menaçant la sécurité collective des États membres de l'OTSC », incluant les « émeutes et autres actes portant atteinte à la primauté du droit et de la sécurité des citoyens ». Pour l'expert V. Soutyrine (faculté de sciences politiques de l'Université Lomonossov), en dépit de ses faiblesses structurelles – divergences politiques entre les États, absence d'une réelle expérience de combat, insuffisance des mécanismes supranationaux – l'organisation demeure nécessaire pour prévenir la désintégration de l'Eurasie et le développement de conflits notamment en Asie centrale et au Caucase (*Russian International Affairs Council*, 7 juin 2016).

## Russie / Occident

D. Trenin, directeur du Centre Carnegie de Moscou, estime que **la confrontation Russie-Occident est plus dangereuse aujourd'hui qu'à l'époque de la guerre froide du fait de son caractère asymétrique**. Cette asymétrie pousse la Russie à la surenchère, à une prise de risque plus importante et à des actions « surprises » tandis que les États-Unis la perçoivent comme une « puissance en déclin » et ses actes comme du « bluff ». Cette confrontation traduit le choc entre deux « exceptionnalismes » : celui des États-Unis, qui refusent de considérer une autre puissance comme leur égale et l'exceptionnalisme russe qui aspire justement à cette égalité. Indépendamment des intérêts partagés (lutte contre la prolifération des armes de destruction massive ou

---

## Points clés

- Le rapprochement de la Finlande de l'OTAN dégraderait les positions stratégiques de la Russie et provoquerait une révision de sa stratégie dans la région qui mènerait à une spirale de militarisation.
- La réunion du comité OTAN-Russie en avril a provoqué un débat sur l'utilité de maintenir l'Acte fondateur : pour les uns, le préserver est un moyen d'empêcher la course aux armements, pour d'autres – il faut dénoncer ce cadre obsolète qui ne correspond plus à la réalité.
- L'installation des éléments de défense anti-missile en Roumanie est perçue comme un acte politiquement inacceptable pour la Russie. Elle doit envisager une série de mesures informationnelles, militaires et autres pour riposter et repenser ses alliances.
- La Russie doit marquer ses distances par rapport au conflit ukrainien : le gel du conflit et le statut intermédiaire du Donbass (ni « in », ni « out ») est un scénario qui semble convenir à Moscou.

l'extrémisme islamique) et de l'issue des élections présidentielles américaines, la rivalité stratégique se maintiendra. Dans ces conditions, les deux pays doivent se concentrer sur la « gestion de la confrontation » avec pour objectif de prévenir les incidents militaires, geler le conflit dans le Donbass et maintenir des canaux de communication permanents (*RBK*, 20 mai 2016).

## Russie / OTAN

M. Alexandrov, expert du Centre des études militaires et politiques du MGIMO, considère que l'OTAN cherche à attirer la Finlande dans ses rangs du fait de sa situation géographique : son éventuelle adhésion permettrait à l'Alliance de contrôler la mer Baltique au Nord et au Sud et d'« encercler » ainsi Saint-Pétersbourg. **Aujourd'hui, Kaliningrad confère à la Russie un avantage stratégique sur l'OTAN : c'est elle qui « encercle » les pays Baltes. Cet avantage sera neutralisé si l'OTAN parvient à implanter ses bases en Suède ou en Finlande.** La transformation de la mer Baltique en « lac otanien » contraindrait la Russie à revoir toute sa stratégie au Nord. Cependant, il semble peu probable que les pays scandinaves adhèrent à cette initiative, par crainte d'être visés par les missiles nucléaires russes. Des campagnes d'information doivent être lancées à destination des populations de ces pays pour montrer les conséquences d'une guerre éventuelle contre la Russie (*Svobodnaïa Pressa*, 8 juin 2016).

Pour M. Vildanov, professeur à l'Académie des sciences militaires, **le déploiement du système antimissile de l'OTAN et d'armes nucléaires tactiques en Europe peut être contrôlé par une série de mesures** : 1) **informationnelles**, consistant à mettre en garde les dirigeants politiques, les ONG et les populations contre l'inefficacité du système antimissile et le risque pour les pays où il est déployé d'être pris pour cibles en cas de riposte russe. Moscou pourrait soutenir les manifestations d'organisations et de population contre ces dispositifs ; 2) **militaires**, incluant une extension de la coopération militaire et politique avec la Biélorussie pour déployer les systèmes de missiles *Iskander-M* et organiser un système de défense aérienne conjointe. Il faut également impliquer la CEI, l'POCS et l'OTSC et exploiter les désaccords entre membres de l'OTAN sur le financement, le déploiement et la sécurité des dispositifs ; 3) **opérationnelles**, incluant la création de missiles de pointe. Une réponse asymétrique possible serait la destruction préventive des outils de commandement, de contrôle et de communication situés sur le territoire européen. L'utilisation de missiles stratégiques ciblant les États-Unis constituerait également une mesure efficace (*Nezavisimoië Voïennoe Obozrenie*, 3 juin 2016).

Pour A. Kourtov (de l'Institut d'études stratégiques, proche du Kremlin), **le déploiement de l'OTAN près des frontières russes accroît le risque d'une confrontation militaire.** Pour être en mesure de neutraliser une attaque surprise, la Russie doit déployer des armes « efficaces » près de ses frontières et notamment des missiles de moyenne portée, dans les régions de Kaliningrad et de Smolensk, mais également en Biélorussie et en Arménie où elle pourrait installer des bases. Par ailleurs, la modernisation des forces armées doit être accélérée et la disposition actuelle de l'infrastructure militaire pourrait être revue pour se rapprocher du théâtre potentiel des opérations. Enfin, la Russie doit se reconstituer un réseau d'alliés ; les pays qui n'envisageraient pas une coopération militaire directe avec Moscou devraient au moins être sensibilisés aux préoccupations de la Russie vis-à-vis de l'OTAN. Pour K. Voronov de l'IMEMO, la Russie doit renforcer la coopération politique et militaire en Eurasie et développer ses relations avec la Chine et les pays de l'OTSC afin d'éviter une nouvelle course aux armements (*Svobodnaïa Pressa*, 25 mai 2016).

## Ukraine / Processus de Minsk

Selon le Conseil de la politique étrangère et de défense, la situation actuelle en Ukraine fait courir le risque d'une mobilisation excessive des ressources politiques, intellectuelles et économiques russes, dans un conflit dont la résolution n'interviendra qu'à long terme. La Russie doit prendre ses distances avec l'Ukraine, dont la situation se dégrade, en assurant un contrôle strict de ses frontières. Dans ce contexte, **le gel du conflit et la conservation par le Donbass de son statut de territoire semi-indépendant représentent la meilleure configuration pour Moscou** (*Conseil de politique étrangère et de*

---

## Points clés

- Moscou et Alger présentent actuellement une convergence de vues sur les grands dossiers sécuritaires du monde arabo-musulman. La Russie devrait utiliser cette proximité pour resserrer ses liens bilatéraux (notamment économiques) avec l'Algérie.
- La proximité affichée de Moscou avec les pays chiïtes du Moyen-Orient peut lui aliéner le soutien des régimes sunnites. La Russie a tout intérêt à ce que la polarisation entre sunnites et chiïtes s'estompe.
- L'élimination de nombreux djihadistes russophones en Syrie n'a pas diminué le risque terroriste en Russie. Moscou devra élaborer une stratégie de déradicalisation en plus d'investir dans le tissu socioéconomique du Caucase du Nord afin de dissuader les vocations extrémistes.
- La politique de l'Arabie saoudite est perçue comme menaçant les intérêts russes en Asie centrale, où le soutien de Riyad aux extrémistes fait peser le risque d'une déstabilisation de plusieurs pays de la région, dont le Kazakhstan.

*défense*, mai 2016).

## Moyen-Orient

S. Balmasov, analyste au Centre d'études des sociétés en crise, note l'importance stratégique de l'Algérie pour la Russie. Partenaire significatif dans la sphère militaro-technique, Alger mène en outre une politique étrangère indépendante, tout particulièrement vis-à-vis des crises qui émaillent le monde arabe. **Poursuivant les mêmes objectifs de stabilité régionale que la Russie, l'Algérie conduit depuis plusieurs années des efforts de médiation qui font du pays un acteur majeur sur la scène diplomatique** (médiations Turquie-Russie et Turquie-Syrie). Le positionnement des deux pays est actuellement très proche : en critiquant l'intervention saoudienne au Yémen et en torpillant les tentatives de Riyad et Doha de condamner Damas au sein de la Ligue arabe, Alger s'est rapprochée de l'Iran. Sur la Libye, si Moscou et Alger partagent des renseignements, les deux capitales ne souhaitent pas s'engager trop activement dans le processus de stabilisation du pays. Ces nombreuses convergences de vues devrait certainement faire décoller le partenariat économique bilatéral (*Russian International Affairs Council*, 1<sup>er</sup> juin 2016).

Dans un rapport du Club Valdai, l'universitaire I. Istomine (MGIMO) interroge les interactions possibles entre les États-Unis, la Russie et l'Union européenne au Moyen-Orient. Puissances à la fois incontournables *et* déficientes, ces trois acteurs n'ont ni les capacités, ni la volonté suffisante pour agir seuls sur la situation régionale. Malgré leurs divergences, il leur sera nécessaire de coopérer pour obtenir des résultats et préserver leur sécurité et leurs intérêts dans la région – les tensions et menaces locales font passer les conflits entre « blocs » au second plan. Concernant la Russie plus spécifiquement, si l'intervention russe en Syrie a accru la réputation de Moscou comme « partenaire loyal » et « fournisseur de sécurité » dans les pays chiïtes, sa fermeté à l'égard du radicalisme sunnite et sa coopération économique croissante avec l'Iran peuvent lui aliéner le soutien des sunnites. Cette évolution marque une nette rupture avec la position équilibrée qui avait caractérisé la diplomatie régionale de la Russie dans la décennie 2000. **Dans les circonstances actuelles, une baisse du niveau de polarisation dans la région servirait mieux les intérêts de Moscou.** (*Valdai Discussion Club*, mai 2016).

Selon le groupe de travail du Conseil de la politique étrangère et de défense, il est probable que la Russie demeurera impliquée pour une longue période dans les conflits au Moyen-Orient. **Elle doit absolument résister aux provocations des acteurs extérieurs**, visant notamment à l'entraîner dans une confrontation avec la Turquie (*Conseil de politique étrangère et de défense*, mai 2016).

## Terrorisme / Islam radical

Selon A. Yarlykapov, chercheur au Centre des études de sécurité régionale et du Caucase au MGIMO, l'islam de Russie connaît une politisation et une radicalisation croissantes ; bien qu'il soit de plus en plus hétérogène, le sentiment d'appartenance à la communauté sunnite s'y est renforcé au cours de ces dernières années. À cet égard, **la Russie doit veiller à se positionner comme un médiateur neutre en Syrie** – où son intervention a pu être perçue comme « anti-sunnite ». Enfin, **les problèmes posés par la progression de l'État islamique dans le Caucase du Nord appellent des actions urgentes** : identifier et liquider les réseaux terroristes et les cellules dormantes ; couper les circuits de financement ; réintégrer les musulmans russes partis au Levant ; dialoguer avec les différentes communautés qui constituent la « mosaïque islamique » ; améliorer les conditions socioéconomiques dans la région (*Valdai Discussion Club*, juin 2016).

E. Satanovsky, président de l'Institut du Proche-Orient, exprime une opinion peu nuancée sur l'Arabie saoudite. L'expert estime qu'**une grande partie des problèmes du Moyen-Orient sont liés à la politique de Riyad dans la région et à sa volonté hégémonique, menaçant la Russie et les anciennes républiques soviétiques**. Il relève en particulier le cas des nombreux travailleurs migrants d'origine ouzbèke et kazakhe en Arabie saoudite (et aux Émirats arabes unis) qui, imprégnés de l'idéologie wahhabite, sont utilisés à leur retour en Asie centrale ou en Russie comme une « cinquième colonne ». Riyad dispose ainsi d'une « voie de pénétration » commode dans

---

## Points clés

- Les autorités russes montrent un intérêt plus prononcé pour les potentialités stratégiques et économiques qu'offre la région Asie-Pacifique. D'une manière générale, Moscou ne veut pas s'enfermer dans sa relation avec Pékin.

- Moscou semble montrer des signes d'un changement de posture sur la mer de Chine ; cependant, l'abandon d'une position équilibrée entre les acteurs régionaux peut accroître sa dépendance à l'égard de la Chine.

---

l'espace postsoviétique, faisant planer la menace d'un « printemps centrasiatique » (*Voïenno-Promychlennyï Kurier*, 25 mai 2016).

## Russie / Asie

Selon le quotidien *Kommersant*, **les pays de l'ASEAN montent dans la hiérarchie des priorités russes**. Avec le troisième sommet Russie-ASEAN organisé à Sotchi en mai dernier, la Russie cherche à prouver deux choses : 1) le « tournant vers l'Est » entamé en 2014 n'est pas un projet politique lié à la dégradation des relations avec l'Occident ; 2) il ne se résume pas au partenariat stratégique avec la Chine. En effet, le rapprochement visible avec le Japon et les pays de l'ASEAN réduit le risque pour la Russie de se retrouver confinée dans le rôle de partenaire « junior » de la Chine. Cependant, il crée d'autres risques en obligeant la Russie à manœuvrer entre les différents pays de l'Asie en conflit. Moscou pourrait jouer un rôle stabilisateur dans une région dont la sécurité est façonnée par la rivalité sino-américaine. D'un point de vue économique, le rapprochement Russie-ASEAN ouvre la voie aux projets dans les domaines du nucléaire civil et des infrastructures (chemins de fer) avec, notamment, le Cambodge et l'Indonésie, ainsi que des ventes d'armes (*Kommersant*, 20 mai 2016).

Selon l'ambassadeur de Russie en Chine A. Denissov, les tensions en mer de Chine méridionale sont largement « artificielles » et « provoquées par l'ingérence des puissances extérieures à la région » (*RLA Novosti*, 21 juin 2016). Le site russe *Geopolitika* voit dans **cette déclaration un signe précurseur d'une coordination des politiques russe et chinoise en mer de Chine orientale**. Jusqu'à présent, la Russie maintenait une posture de neutralité. Les prémices d'une inflexion de la position russe pourraient être dictées par la nécessité d'un soutien économique chinois pour contrebalancer les sanctions occidentales mais aussi pour attiser la rivalité stratégique entre la Chine et les États-Unis au profit du Kremlin (y compris par les ventes de technologies militaires et d'armes, notamment de chasseurs SU-35 et de systèmes de défense antiaérienne et antimissile mobiles S-400 dont les livraisons devraient débuter fin 2016). Cette stratégie pourrait cependant avoir pour effet d'accélérer la dépendance de la Russie au marché chinois. Moscou devrait donc plutôt chercher à maintenir un équilibre, y compris militaire, entre les parties (*Geopolitika*, 20 juin 2016).

---

\*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère de la Défense.